

Après les tueries de Paris, questionner le traitement médiatique des quartiers populaires

Isabelle
SYLVESTRE

5 mars 2015



Il nous en faudra du temps – si nous nous l'accordons – pour dénouer les fils qui tissent la toile de fond des attentats de janvier 2015 à Paris. Mais s'il y en avait un à tirer, ce serait celui de l'hypocrite et déplorable couverture des médias sur les questions de la violence et de la « misère » sociales des banlieues françaises depuis des années.

Comme documentariste pour la télévision publique, j'ai eu maintes fois l'occasion de constater à quel point la violence ne se situait pas que d'un seul côté. Mais c'est un constat qui ne passe pas facilement dans nos médias.

Dans le fatras médiatique qui couvrait de son bruit assourdissant les attentats de Paris, un média télé a posé un geste intéressant (pour les mauvaises raisons bien sûr, mais on s'en fout) en présentant des photos d'Amédée Coulibaly enfant, en l'appelant même « enfant de la République française ». En fait, ce qu'on peut voir dans ces photos, c'est que c'est un enfant ordinaire, parmi les autres dans sa classe. Il sourit, il s'amuse, bref de très jolis portraits. Il a sept ans, et n'a aucune idée de la couleur de sa peau, aucune idée de la violence du monde qui l'attend au tournant, ni de celle qu'il va lui-même répandre.

Ces photos, où l'innocence se dispute à la banalité, ont le mérite de nous renvoyer, le temps de les apercevoir, à la question centrale de ces événements tragiques : par quel processus délirant un enfant peut-il devenir un « terroriste » ? Qui crée ces monstres ? Qui les décèbre ? La télé-bouillie et les jeux vidéos qui ne cessent de véhiculer des représentations coupées du réel (Cyrułnik) ? Les vendeurs de camelote, de vide, les épandeurs de slogans creux, écrasant tout sens, toute possibilité de faire des liens, les vendeurs d'armes et d'idées tordues de tous bords, au final ? Jeu de questions qui ne sont à ce jour que très rarement soulevées dans les JT ou les reportages jetables. Ce n'est pas leur objet.

Les théories du complot, qui pullulent actuellement, se servent de ces questions pour en faire des arguments à leurs fins. Ainsi des enfants sont victimes des distorsions mentales des puissants, qu'ils se changent en monstres ou qu'ils reçoivent les coups. Ce qui est en partie vrai. Mais il ne faut surtout pas achopper sur ces théories fumeuses, qui nous empêchent de voir qu'il y a, dans les faits, de réelles invitations à la violence dans les quartiers, qui font le lit des événements de janvier, mais qui sont incessamment passées sous silence, pire, qui sont inversées dans le miroir spéculaire des médias institutionnels.

Que dit-on des banlieues dans les médias classiques depuis des années ?

Parle-t-on des 127 « bavures » mortelles depuis 2000, dont la majorité des victimes ne sont pas « Français d'origine » ? Des bavures qui ne sont que la pointe de l'iceberg des milliers d'actes de violences policières – de l'humiliation à certaines formes de torture – qui sont chaque année dénoncées par Amnesty International, et surtout, qui restent sans suite, impunis, dans un silence de plomb. « Le rapport d'Amnesty International intitulé "Des policiers au-dessus des lois" a (...) montré que les allégations des victimes et des familles de victimes ne

faisaient toujours pas l'objet d'une enquête effective, indépendante, exhaustive, impartiale et menée dans les meilleurs délais. L'étude montrait aussi que des victimes et des proches de victimes restaient de même privés de réparation appropriée – restitution, indemnisation, réadaptation, satisfaction et garanties de non-répétition, notamment » [2].

Cette réalité dénoncée par Amnesty, se reflète également dans les médias qui ont effacé la parole – le droit de réponse – de générations d'enfants d'immigrés, par des reportages formatés, pour « dire » exactement ce que les rédacs chefs veulent entendre. On pourra se référer ici à l'article de Jérôme Berthaut dans *Le Monde Diplomatique*, « [Tintin en banlieue, ou la fabrique de l'information](#) », qui décortique les fines mécaniques d'assimilation des rédacteurs en chef des méthodes – voire du langage – de la police dans les banlieues. En plaçant d'emblée la caméra, et le journaliste, aux côtés des forces de l'ordre, « ces modalités de fonctionnement ont pour effet d'aligner les propositions de sujets sur les schémas d'interprétation des responsables de la rédaction les plus éloignés du terrain, au point de définir souvent une banlieue hors sol ».

Les idées préconçues sur les banlieues, leur violence intrinsèque et sans racine – sauf celle du chômage – ont fonctionné pendant des années dans la tête des rédacteurs en chef. À tel point qu'une « cité » a fini par porter plainte au CSA : « Le 26 septembre 2013, France 2 diffusait dans le cadre de l'émission "Envoyé spécial" un reportage baptisé "Villeneuve : le rêve brisé". Énième reportage à charge contre "la Villeneuve" de Grenoble mais aussi contre les quartiers populaires en général », rapporte le communiqué de presse, qui retranscrit le « Dépôt de plainte contre le Président de France Télévisions pour diffamation publique ». On peut y lire :

Ce reportage a provoqué une très forte colère des habitants, choqués et indignés de voir leur quartier défiguré. Les habitants ont été blessés de voir les témoins bafoués ou manipulés dans des mises en scène du réel. Sans nier ni les incivilités ni parfois la violence, nous estimons que la vision proposée par le reportage est partielle et ne prend à aucun moment en compte la réalité de la vie quotidienne des habitants de la Villeneuve. Oui, il y a une autre vie dans notre quartier que celle présentée de manière détournée et caricaturale. Les conséquences de ce reportage sont nombreuses. Elles se posent en termes de discrimination. Discrimination à l'embauche pour les jeunes et les habitants du quartier en général, discrimination des élèves fréquentant les établissements scolaires du quartier, discrimination des habitants du quartier dans leur relation avec les autres grenoblois, discrimination au logement, etc.

Et, pour finir : « *Nous ne comprenons pas que nous soyons contraints au silence au nom de la liberté d'expression et que nous soyons dans l'impossibilité de trouver une tribune pour dire notre point de vue* ».

Et justement, lorsqu'en tant que documentariste, j'ai voulu proposer ce droit de réponse, en filmant la reconstitution d'une « bavure » policière qui avait pratiquement tué d'une balle dans la tête le jeune Toufik El Bahazzou, 17 ans, dans la région d'Arles en 2004, j'ai été stoppée par la procureure gardoise, et la mollesse de mes producteurs à résister à la censure judiciaire.

L'adolescent était au volant de la voiture d'un ami, et conduisait sans permis, m'ont dit ses copains plus jeunes qu'il accompagnait, lorsqu'ils furent pris en chasse par une voiture de police. Cette chasse à l'ado s'est terminée dans un fossé, sous les tirs d'un agent énervé et peu entraîné, Hicham Errahmouni. Lors de ma demande d'autorisation de tournage, la magistrate m'expliqua que si le garçon était désormais plongé dans un coma profond, en réanimation depuis plusieurs semaines à l'hôpital Nord de Marseille, c'était parce que l'agent avait mal visé. Ce n'était donc pas nécessaire de médiatiser cette affaire qui n'était qu'une erreur. Et pourtant, lui fis-je remarquer, l'agent l'avait touché en plein dans la tempe.

Cette semaine là, les commerçants de Beaucaire baissèrent leurs rideaux au passage de la famille et des amis de Toufik qui manifestèrent silencieusement dans la petite ville, et ce n'était pas en signe de respect. Des jeunes du quartier m'expliquèrent que tous les jours les « flics » venaient les menacer verbalement, et physiquement, depuis longtemps, un rituel quotidien dans l'opacité des cités lointaines.

De cette affaire, presque rien dans les médias. Aucun son médiatique ne vint perturber le paysage audiovisuel là-

dessus. Silence radio, télé, silence presse. On parlera un peu du procès du policier quelques années plus tard. De la souffrance de cette famille, comme de tant d'autres affaires de bavure, niet.

Ce qui ne fut pas dit dans les médias pendant des années est aussi dangereux que la bombe à retardement que nous venons tous de recevoir à la gueule en janvier. D'un côté on « surparle » de violence, celle des banlieues dont l'existence n'est jamais remise en cause, un fait « choséifié » médiatiquement. De l'autre côté, on la tait presque complètement – comme si elle n'existait pas. Comment ne pas imaginer la frustration, la colère qui monte face au mépris de la souffrance des pouvoirs en place - de tous les pouvoirs ? Face à la désinformation incessante et le silence mensonger qu'activent les médias institués au sujet des « banlieues » ?

Se ressaisir du récit national et le co-écrire

Dans [un article publié](#) sur Médiapart le 24 janvier, le chercheur Christian Salmon soulève que pour l'écrivain anti-colonialiste Joseph Conrad, « *L'attentat terroriste vise à désarticuler la grammaire du récit dominant. Non pour lui opposer un autre récit (un programme, un communiqué), mais pour ruiner la compétence narrative du pouvoir en place* ».

À l'heure de ramasser les débris de cette casse éclatante, il ne s'agit pas de victimiser ni d'encenser une population X, mais de nous déssiller les yeux pour enfin voir la part cachée des drames quotidiens dans ces banlieues éloignées. Il est temps pour tous ceux qui travaillent le récit national – dont les journalistes – de se poser de sérieuses questions. Veut-on réellement continuer dans la médiatisation d'un réel « marketté », construit pour les effets de loupe, et un soi-disant audimat absolutiste ? Un récit rempli de faussetés, de petites et grandes injustices, plein de trous de mémoire et de dé-liaisons, creusant des fossés abyssaux dans le corps social, et portant finalement atteinte à la dignité humaine.

Un récit national dont toute une part immigrée de la population est dessaisie, à coup de plateau-télé-réalité, et que bien évidemment tous ceux qui en font les frais continueront à vouloir détraquer, coûte que coûte. Si on ne se pose pas les bonnes questions.

Isabelle Sylvestre

11 février 2015

»» <http://www.acrimed.org/article4572.html>

[1] Les articles publiés sous forme de « tribune » n'engagent pas collectivement l'Association Acrimed, mais seulement leurs auteurs dont nous ne partageons pas nécessairement toutes les positions.

[2] Amnesty International, « [Notre vie est en suspens](#) », 2011.